

industries extractives : bénies ou **maudites** ?

Industries extractives et changement climatique

Les combustibles fossiles (charbon, pétrole et gaz) fournissent environ 80% de l'énergie dans le monde. Selon l'Agence internationale pour l'énergie, la demande énergétique mondiale augmentera de 60% d'ici à 2030. Les carburants fossiles représentent pourtant la source la plus importante de gaz à effet de serre (GES), qui retiennent la chaleur dans l'atmosphère terrestre, ce qui conduit à une hausse accrue des températures globales et à des ruptures dans les mécanismes climatiques naturels.

A ce jour, les émissions totales annuelles de GES continuent d'augmenter. Au cours des trois dernières décennies, leurs émissions ont cru en moyenne de 1,6% par an, les émissions de dioxyde de carbone (CO₂) ayant augmenté de 1,9% par an en moyenne. Les plus importantes augmentations de gaz à effet de serre proviennent de la consommation et de la production énergétique et des transports. Les derniers rapports du Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat (GIEC)¹ ont confirmé que le changement climatique qui en résulte a des impacts significatifs :

eau et alimentation

De nombreuses zones connaissent actuellement des situations d'insécurité alimentaire et des risques de sécheresse, conjointement à des niveaux de ressources insuffisants pour importer de la nourriture (près de la moitié de la population des pays d'Afrique centrale, australe et orientale est actuellement en situation de sous-nutrition). Ces zones connaîtront vraisemblablement des baisses plus fortes des rendements agricoles que les autres en raison des sécheresses. Les déficits en eau résultant du changement climatique affecteront les populations subtropicales, qui vivent dans des zones où l'eau est déjà rare. De nos jours, environ un tiers de la population mondiale (1,7 milliard de personnes) vit dans des pays où la ressource en eau est insuffisante. Il est prévisible que des centaines de millions de personnes supplémentaires aient à vivre dans des conditions semblables vers la fin du XXI^{ème} siècle.

fonte des glaciers

« Il est possible que la première, et la pire des conséquences (du changement climatique) sur les populations pauvres résultera de la fonte accélérée des glaciers de montagne »². De fait, plus de la moitié de la population mondiale est dépendante de l'eau douce qui s'accumule dans les massifs montagneux. L'Himalaya concentre la plus grande partie des glaciers en dehors des calottes des pôles. Environ 67% des glaciers himalayiens se retirent à un rythme alarmant. La principale cause identifiée en est le changement climatique³.

migrations

La hausse des températures induit une dilatation de l'eau, qui entraîne à son tour la hausse du niveau de la mer. Selon les scénarios établis sur la base des plus fortes hypothèses d'émissions, certaines projections indiquent que le niveau de la mer pourrait s'élever de 20 à 60 centimètres. Un milliard de personnes au moins seront obligées de quitter leur lieu de vie actuel entre aujourd'hui et 2050, le changement climatique aggravant encore davantage une crise migratoire mondiale déjà entamée⁴. Les régions des grands deltas, des pays tels que le Vietnam, l'Egypte, le Bangladesh, et les petits états insulaires, sont particulièrement menacés.

espaces naturels et biodiversité

Les récifs coralliens, les forêts boréales, les zones de montagne comptent parmi les écosystèmes les plus vulnérables, qui connaîtront les plus graves risques d'extinction d'espèces. La vie en milieu marin sera gravement affectée par la hausse des températures et de l'acidité des océans. Dans toutes les régions, plus la hausse des températures sera importante et plus les risques de destruction seront élevés.



Un climat imprévisible. © foe ewni



La centrale électrique à charbon de HighMarnham, à présent fermée, au bord de la rivière Trent. © i. bracegirdle



Carburants fossiles. © dreamstime

EXTRACTION	GAZ A EFFET DE SERRE	CARBURANTS FOSSILES	
	BIODIVERSITE	CHANGEMENT CLIMATIQUE	MONDE

FOCUS

De façon générale, les pays en développement sont les plus vulnérables face à ces risques. Le changement climatique altérera les capacités d'action de ces pays en ce qui concerne la lutte contre la pauvreté et l'accès aux systèmes de santé, à l'éducation et à l'énergie. Pour autant, des études montrent qu'il est possible d'affronter la question, et que des solutions économiquement abordables existent. Le GIEC estime que la vulnérabilité future ne dépendra pas seulement du changement climatique, mais aussi des choix de développement. Des évaluations économiques montrent que le coût de l'inaction est supérieur à celui de l'action préventive, probablement de façon très déséquilibrée. Le rapport Stern⁵, récemment publié, estime que le coût annuel de la réduction des émissions permettant la stabilisation de la concentration de CO₂ dans l'air est de l'ordre de 1% de PIB d'ici à 2050.

Malgré cela, les gouvernements des pays membres de l'UE continuent à financer les combustibles fossiles par le biais de subventions directes, d'exonérations fiscales ou grâce à leurs agences de crédit à l'exportation, ou encore par les prêts et garanties accordés par les banques multilatérales de développement.

nos demandes

- Les pays industrialisés doivent réduire leurs émissions de façon significative et permettre que les pays du Sud se développent de façon propre, sur la base d'énergies renouvelables. Ils doivent faciliter leur adaptation à un changement climatique inévitable.
- Les industries extractives doivent cesser de détruire l'environnement et pousser les populations dans la misère, où que ce soit dans le monde. Aucun nouveau projet ne doit être autorisé sans réelle procédure permettant le consentement libre, préalable et informé des communautés locales.
- Les pays de l'UE, la Commission européenne et les institutions financières internationales doivent cesser d'utiliser l'aide internationale et les autres fonds publics pour subventionner les mégaprojets ultra-profitables des multinationales pétrolières. Les banques privées et les fonds de pension doivent cesser d'investir dans les projets d'extraction de combustibles fossiles.

conclusions 2007 du GIEC

- Le réchauffement du système climatique est incontestable et s'accélère.
- L'essentiel du changement climatique est causé par les émissions de GES dues aux activités humaines.
- Durant le dernier siècle, la Terre s'est réchauffée d'environ 0,74°C, de façon accélérée au cours des 50 dernières années. Les températures arctiques ont crû à un rythme quasiment double.
- La concentration de CO₂ dans l'atmosphère est aujourd'hui supérieure à celles des 650 000 dernières années.
- Les douze dernières années comptent onze des années les plus chaudes depuis 150 ans.
- La tendance au réchauffement a déjà touché tous les océans et tous les continents.
- Une hausse de la température moyenne de 3°C est prévue pour le XXI^e siècle (par comparaison, la différence entre la température moyenne mondiale actuelle et celle de la dernière glaciation est de 5°C).



La hausse du niveau de la mer cause de fréquentes inondations des basses terres du Bangladesh.

© g. m. b. akash



La disparition de la banquise a placé l'ours blanc sur la liste des espèces en danger.

© n. alexandrov

- 1 Le GIEC a été créé en 1988 par l'Organisation météorologique mondiale et le Programme des Nations unies pour l'environnement. Tout les cinq ans, il publie des rapports extrêmement importants qui font autorité sur la question du changement climatique.
- 2 Magrath, J.: Glacier melt : why it matters for poor people, www.oxfam.org.uk/what_we_do/issues/climate_change/downloads/glacier_melt.pdf, Oxfam, 6 May 2007.
- 3 An overview of Glaciers, Glacier Retreat, and Subsequent Impacts in Nepal, India and China, WWF Nepal Program, March 2005.
- 4 Human tide: the real migration crisis, Christian Aid Week Report, May 2007.
- 5 www.hm-treasury.gov.uk/independent_reviews/stern_review_economics_climate_change/sternreview_index.cfm, October 2006.

NOTES



Cette fiche a été établie avec le soutien financier de l'Union Européenne. Le contenu de cette fiche est placé sous la seule responsabilité des Amis de la Terre Europe, des Amis de la Terre Pays-Bas, des Amis de la Terre France et du réseau CCE Bankwatch, et ne peut en aucune façon être considérée comme reflétant la position de l'Union Européenne.

CONTACT